



# « Les forêts sont des usines à bois »

**ENVIRONNEMENT** La colère de l'intersyndicale de l'ONF fait écho à celle de certaines associations



**Dans le massif de la Coubre, l'association Les 7 Sentinelles dénonce des coupes rases trop massives.** PHOTO ARCHIVES R. C.

En colère, les agents de l'Office national des forêts. L'intersyndicale de l'ONF – qui fédère huit syndicats – annonce grève et manifestations, le 17 mai prochain, à Nancy, Macon, Avignon, Toulouse et Le Mans. « Forêt pour tous ? Gestion durable ? Notre pays fait de grands discours mais ne montre pas l'exemple », fustige l'intersyndicale de l'ONF dans un communiqué.

## Un enjeu majeur

Si le mouvement ne semble pas – encore – toucher les agents affectés en Nouvelle-Aquitaine, son existence même tend à légitimer les revendications d'associations de défense de l'environnement, à commencer par celles des 7 Sentinelles. L'association née en réaction aux coupes d'arbres massives en forêt domaniale de la Coubre, sur la Presqu'île d'Arvert. Ses adhérents n'ont de cesse d'accuser l'État, via l'Office national des forêts, de vouloir rentabiliser ses forêts plus que les préserver. Les agents syndiqués de l'ONF ne disent pas autre chose. « Les forêts sont de plus en plus considérées comme de vulgaires usines à bois à mettre au service de l'industrie. »

À l'instar de la SNCF, compare l'intersyndicale, « la direction de l'ONF prétexte d'un déficit creusé par des décisions gouvernementales pour remettre en cause son statut d'établissement privé employant des fonctionnaires et ainsi préparer la privatisation de la gestion des forêts publiques et de faire passer en force une convention collective qui revoit à la baisse les rémunérations de nombreux salariés ».

Des gardes forestiers en grève ne bloqueront pas le pays. Leur mouvement risque fort, même, de passer inaperçu. L'enjeu dépasse pourtant leurs seuls cas de travailleurs en difficultés.

Comme le rappelle dans son communiqué l'intersyndicale de l'ONF, « à l'heure où les forêts souffrent déjà des effets du réchauffement climatique, les services qu'elles rendent à tous les citoyens sont menacés : protection de l'eau, de l'air, du climat, des personnes, des biens, des paysages, de la biodiversité... Les forêts ont donc plus que jamais besoin d'un service public dédié qui travaille à long terme, dans l'intérêt général », plaident les agents de l'Office national des forêts.